



# Assemblée générale

Distr. générale  
13 novembre 2020  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante-quinzième session

Point 107 de l'ordre du jour

### **Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination**

#### **Rapport de la Première Commission**

*Rapporteuse* : M<sup>me</sup> María del Rosario Estrada Girón (Guatemala)

#### **I. Introduction**

1. À sa 2<sup>e</sup> séance plénière, le 18 septembre 2020, l'Assemblée générale, sur la recommandation du Bureau, a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de sa soixante-quinzième session la question intitulée « Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination » et de la renvoyer à la Première Commission.
2. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 6 octobre 2020, compte tenu des consignes de distanciation physique et des contraintes liées à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) qui l'empêchaient d'organiser une session en bonne et due forme, la Première Commission a décidé, à titre exceptionnel et sans créer de précédent, de tenir des séances en présentiel et des séances virtuelles et de mener ses travaux en deux phases : durant la première, elle tiendrait un débat général sur toutes les questions touchant le désarmement et la sécurité internationale qui lui avaient été renvoyées, à savoir les points 94 à 110 de l'ordre du jour, et durant la seconde, elle se prononcerait sur tous les projets de texte. En l'absence de discussions thématiques, la Commission a décidé également de convoquer trois séances informelles virtuelles d'une durée de 2 heures chacune pour tenir des dialogues interactifs sur certains sujets.
3. De sa 2<sup>e</sup> à sa 10<sup>e</sup> séance, les 9 et 12 octobre, du 14 au 16 octobre et le 19 octobre, la Commission a tenu un débat général au cours duquel des projets de résolution et de décision ont été présentés. Les 13, 26 et 30 octobre, la Commission a tenu des séances virtuelles, au cours desquelles elle a eu des échanges avec la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, des membres de la société civile et des experts indépendants et avec d'autres hauts responsables désignés par les groupes



régionaux. La Commission s'est prononcée sur tous les projets de résolution et de décision de sa 11<sup>e</sup> à sa 15<sup>e</sup> séance, les 3, 4, 6, 9 et 10 novembre<sup>1</sup>.

4. Pour l'examen de cette question, la Commission n'était saisie d'aucun document.

## **II. Examen du projet de résolution [A/C.1/75/L.61](#)**

5. Le 14 octobre, la délégation pakistanaise a déposé un projet de résolution intitulé « Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination » ([A/C.1/75/L.61](#)).

6. À sa 13<sup>e</sup> séance, le 6 novembre, la Commission a adopté le projet de résolution [A/C.1/75/L.61](#) sans le mettre aux voix (voir par. 7).

---

<sup>1</sup> Les débats que la Commission a consacrés à la question sont consignés dans les documents suivants : [A/C.1/75/PV.2](#), [A/C.1/75/PV.3](#), [A/C.1/75/PV.4](#), [A/C.1/75/PV.5](#), [A/C.1/75/PV.6](#), [A/C.1/75/PV.7](#), [A/C.1/75/PV.8](#), [A/C.1/75/PV.9](#), [A/C.1/75/PV.10](#), [A/C.1/75/PV.11](#), [A/C.1/75/PV.12](#), [A/C.1/75/PV.13](#), [A/C.1/75/PV.14](#) et [A/C.1/75/PV.15](#), ainsi que [A/C.1/75/INF/5](#).

### III. Recommandation de la Première Commission

7. La Première Commission recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

**Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 74/76 du 12 décembre 2019,

*Rappelant avec satisfaction* l'adoption et l'entrée en vigueur de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination<sup>1</sup> et de son article premier modifié<sup>2</sup>, du Protocole relatif aux éclats non localisables (Protocole I)<sup>3</sup>, du Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs (Protocole II)<sup>4</sup> et de sa version modifiée<sup>5</sup>, du Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des armes incendiaires (Protocole III)<sup>6</sup>, du Protocole relatif aux armes à laser aveuglantes (Protocole IV)<sup>7</sup> et du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre (Protocole V)<sup>8</sup>,

*Rappelant* les résultats de la cinquième Conférence des Hautes Parties contractantes chargée de l'examen de la Convention, qui s'est tenue à Genève du 12 au 16 décembre 2016,

*Se félicitant* des résultats de la Réunion de 2019 des Hautes Parties contractantes à la Convention, tenue à Genève du 13 au 15 novembre 2019,

*Se félicitant également* des résultats de la vingt et unième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié, qui s'est tenue à Genève le 12 novembre 2019,

*Se félicitant en outre* des résultats de la treizième Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V, qui s'est tenue à Genève le 11 novembre 2019,

*Notant* que la Réunion du Groupe d'experts des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié, la Réunion d'experts des Hautes Parties contractantes au Protocole V et les deux sessions du Groupe d'experts gouvernementaux des Hautes Parties contractantes à la Convention chargé d'étudier les questions ayant trait aux technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes ont dû être reportées en raison de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), et notant les efforts faits pour les tenir en 2020 dans des circonstances exceptionnelles,

*Notant également* que le Président de la vingt et unième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié a tenu des consultations avec les Hautes Parties contractantes à ce protocole sur la possibilité d'avoir, selon qu'il

<sup>1</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1342, n° 22495.

<sup>2</sup> Ibid., vol. 2260, n° 22495.

<sup>3</sup> Ibid., vol. 1342, n° 22495.

<sup>4</sup> Ibid., vol. 1342, n° 22495.

<sup>5</sup> Ibid., vol. 2048, n° 22495.

<sup>6</sup> Ibid., vol. 1342, n° 22495.

<sup>7</sup> Ibid., vol. 2024, n° 22495.

<sup>8</sup> Ibid., vol. 2399, n° 22495.

conviendrait et en tenant compte des différents points de vues, des échanges sur les bonnes pratiques relatives à la mise en œuvre du Protocole s'agissant des mines autres que les mines antipersonnel et, en particulier, de la protection des civils,

*Rappelant* le rôle joué par le Comité international de la Croix-Rouge dans l'élaboration de la Convention et des Protocoles y afférents, et se félicitant des efforts particuliers faits par diverses organisations, internationales, non gouvernementales et autres, pour sensibiliser le public aux conséquences humanitaires de différentes catégories d'armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination,

*Soulignant* qu'il importe de prendre en compte le point de vue des femmes, des hommes, des garçons et des filles lors de l'examen des questions relevant de la Convention et des Protocoles y afférents,

1. *Demande* à tous les États qui ne l'ont pas encore fait de prendre toutes les mesures voulues pour devenir parties le plus tôt possible à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination et aux Protocoles y afférents, tels que modifiés, afin que le plus grand nombre possible d'États y adhèrent sans tarder et que ces instruments deviennent à terme universels ;

2. *Demande* à toutes les Hautes Parties contractantes à la Convention qui ne l'ont pas encore fait d'exprimer leur consentement à être liées par les Protocoles à la Convention et par l'amendement élargissant le champ d'application de la Convention et des Protocoles y afférents aux conflits armés n'ayant pas un caractère international ;

3. *Souligne* l'importance de l'universalisation du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre (Protocole V) ;

4. *Se félicite* des nouvelles ratifications, acceptations ou adhésions concernant la Convention et des consentements à être lié par les Protocoles y afférents ;

5. *Prend acte* des efforts que le Secrétaire général, en sa qualité de dépositaire de la Convention et des Protocoles y afférents, et les présidences respectives des conférences des Hautes Parties contractantes à la Convention, au Protocole V et au Protocole II modifié ne cessent de déployer, au nom des Hautes Parties contractantes, pour parvenir à l'objectif de l'universalité ;

6. *Rappelle* les décisions adoptées par la cinquième Conférence des Hautes Parties contractantes chargée de l'examen de la Convention, à savoir :

a) constituer un groupe d'experts gouvernementaux à composition non limitée chargé d'étudier les questions ayant trait aux technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes dans le cadre des objectifs et des buts de la Convention, conformément aux recommandations formulées dans le document [CCW/CONF.V/2](#), groupe appelé à soumettre un rapport à la Réunion des Hautes Parties contractantes à la Convention, en 2017, conformément à ces mêmes recommandations ;

b) ajouter la question intitulée « Protocole III » à l'ordre du jour de la Réunion des Hautes Parties contractantes en 2017 ;

c) ajouter la question intitulée « Mines autres que les mines antipersonnel » à l'ordre du jour de la Réunion des Hautes Parties contractantes en 2017<sup>9</sup> ;

d) ajouter, pour examen informel, la question intitulée « Examen de la manière dont les évolutions dans les domaines scientifique et technologique qui présentent un intérêt pour la Convention peuvent être étudiées au titre de la Convention » à l'ordre du jour de la Réunion des Hautes Parties contractantes en 2017 ;

e) inviter la future présidence à mener des consultations en vue d'ajouter la question intitulée « Renforcer le respect du droit international humanitaire et relever, au regard de la Convention et des Protocoles y annexés ainsi que de leurs objectifs, les défis liés à l'utilisation d'armes classiques lors de conflits armés et à leurs effets sur les civils, en particulier dans les zones où se trouvent des concentrations de civils » à l'ordre du jour de la Réunion annuelle des Hautes Parties contractantes en 2017 ;

f) ajouter la question intitulée « Questions financières en lien avec la Convention et les Protocoles y annexés » à l'ordre du jour des réunions annuelles des Hautes Parties contractantes et examiner, à la prochaine de ces réunions, des mesures d'efficacité et d'économie et le rapport qui aura été établi par la future présidence ;

g) maintenir la pratique consistant à ne faire établir des comptes rendus analytiques que pour les dernières séances des futures conférences d'examen, les réunions des Hautes Parties contractantes à la Convention et les Conférences des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié et au Protocole V ;

h) maintenir le Programme de parrainage ;

7. *Rappelle également* les décisions ci-après adoptées par les Hautes Parties contractantes à la Convention à leur réunion de 2019 :

a) demander la tenue, pendant 10 jours au total en 2020 à Genève, de réunions du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier les questions ayant trait aux technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes dans le cadre des objectifs et des buts de la Convention ;

b) demander d'universaliser et d'appliquer intégralement le Protocole III sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des armes incendiaires compte tenu de l'importance de cet instrument ;

c) inscrire à l'ordre du jour de la prochaine réunion un point sur les questions émergentes dans le cadre des objectifs et des buts de la Convention et inviter les Hautes Parties contractantes à soumettre des documents de travail sur les thèmes qu'elles comptent aborder ;

d) créer un fonds de roulement volontaire, alimenté exclusivement par les Hautes Parties contractantes à la Convention, pour fournir des liquidités au cours de l'année financière en vue d'assurer la stabilité de l'appui apporté par l'Unité d'appui à l'application, examiner le fonctionnement du fonds de roulement lors de la sixième Conférence des Hautes Parties contractantes chargée de l'examen de la Convention et prier le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies de présenter un rapport sur l'état du fonds à la Réunion de 2020 des Hautes Parties contractantes à la Convention ;

e) continuer de procéder à l'examen annuel de l'application des mesures financières convenues et de suivre la situation financière relative à la Convention ;

---

<sup>9</sup> Compte tenu des précisions figurant au paragraphe 34 du rapport final de la Réunion de 2018 des Hautes Parties contractantes à la Convention (CCW/MSP/2018/11).

f) prier la future présidence de consulter les Hautes Parties contractantes et le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies concernant la question de la hiérarchisation des priorités de financement pour l'application de la Convention ;

8. *Demande* à toutes les Hautes Parties contractantes de s'acquitter intégralement et rapidement de leurs obligations financières au titre de la Convention et des Protocoles y annexés ;

9. *Se félicite* de l'adoption par la Réunion de 2019 des Hautes Parties contractantes à la Convention de mesures financières visant à renforcer la situation financière relative à la Convention, notamment de la création d'un fonds de roulement volontaire qui fournira des liquidités au cours de l'année financière en vue d'assurer la stabilité de l'appui apporté par l'Unité d'appui à l'application ;

10. *Se félicite également* des décisions prises par la Réunion de 2019 des Hautes Parties contractantes à la Convention concernant le Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier les questions ayant trait aux technologies émergentes dans le domaine des systèmes d'armes létaux autonomes, et prend note du rapport du Groupe d'experts sur les travaux de sa session de 2019 ;

11. *Se félicite* en outre de l'engagement pris par les Hautes Parties contractantes de continuer à contribuer au développement du droit international humanitaire et, dans ce contexte, de suivre en permanence aussi bien la mise au point de nouvelles armes que l'emploi d'armes susceptibles de frapper sans discrimination ou de causer des souffrances inutiles ;

12. *Se félicite* de l'engagement pris par les Hautes Parties contractantes au Protocole V d'assurer la pleine et entière application de cet instrument et de mettre en œuvre les décisions adoptées lors des première et deuxième Conférences des Hautes Parties contractantes au Protocole concernant la création d'un cadre général pour l'échange d'informations et la coopération ;

13. *Note* que, conformément à l'article 8 de la Convention, des conférences peuvent être convoquées pour examiner des amendements à la Convention ou à l'un quelconque des Protocoles y afférents, des protocoles additionnels concernant d'autres catégories d'armes classiques sur lesquelles les Protocoles existants ne portent pas, le champ d'application et la mise en œuvre de la Convention et des Protocoles y afférents, ou tout projet d'amendement ou de protocole additionnel ;

14. *Souligne* qu'il est essentiel que les femmes participent pleinement, sur un pied d'égalité avec les hommes, à la prise de décisions et à l'application de la Convention ;

15. *Prie* le Secrétaire général de fournir l'assistance et les services requis pour les conférences annuelles et réunions d'experts des Hautes Parties contractantes à la Convention et des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié et au Protocole V, ainsi que pour la poursuite des travaux après ces réunions ;

16. *Prie également* le Secrétaire général, en sa qualité de dépositaire de la Convention et des Protocoles y afférents, de continuer à l'informer régulièrement, par voie électronique, des ratifications, acceptations et adhésions concernant la Convention, son article premier modifié et les Protocoles ;

17. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixante-seizième session la question intitulée « Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination ».